



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bureau de l'environnement
Affaire suivie par : Xavier SINNA
Tél : 05 49 08 69 58
Mel : xavier.sinna@deux-sevres.gouv.fr

**Service de la Coordination
et du Soutien Interministériels**

RAR n° **2C 189 012 4312 3**

Le préfet

SAS LOEUL ET PIRIOT
3 rue Jean Devaux
CS90046
79 101 THOUARS CEDEX

Niort, le **/ 5 FEV. 2026**

Prise d'acte N°A6634

Monsieur le Directeur,

La société d'abattage LOEUL et PIRIOT que vous exploitez sur la commune de THOUARS exerce des activités relevant de la Directive dite IED. À ce titre, vous m'avez fait parvenir un dossier de réexamen tel qu'il s'impose à votre établissement en application de ladite directive.

Après examen de ce dossier par l'Inspection de l'environnement, spécialité installations classées, je vous informe que le dossier a été jugé complet et conforme à l'article R. 515-72 du Code de l'environnement.

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-5 du Code de l'Environnement, une copie du rapport d'examen de l'Inspection de l'environnement est jointe au présent courrier. Compte tenu de la situation de votre établissement, des prescriptions techniques d'ores et déjà imposées et de vos engagements en termes de mise en œuvre des MTD applicables, ce rapport conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les dispositions des arrêtés préfectoraux en vigueur. Il est toutefois rappelé qu'il convient de respecter les dispositions de :


– l'arrêté ministériel du 31 mars 2025 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique n° 3641 ou 3710 pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique n°3641 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

– l'arrêté ministériel du 3 juillet 2025 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique n° 3650 ou n° 3710 pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique n° 3650 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et qui vous seront opposables à compter de 19 décembre 2027.

Je prends donc acte, conformément à l'article R.515-73 du code de l'environnement, de votre déclaration dans le cadre du réexamen de vos conditions d'exploitation, qui pourra vous être opposée par la suite lors des contrôles réalisés par l'inspection des installations classées.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER